

RESOLUTION (Suite)

qui ont amené l'échec des pourparlers de Melun et du fait de l'accentuation du rapport des forces favorables à la révolution coloniale sur le plan international, les chances du pouvoir gaulliste d'imposer « sa » solution de « république algérienne » sont restreintes.

Un compromis avec la Révolution algérienne, s'il se réalise, sera désormais selon toute vraisemblance, un **compromis défavorable** pour l'impérialisme français. Il interviendra face à une aide plus ou moins grande des Etats ouvriers et à une réanimation plus ou moins développée du mouvement ouvrier français qui auront, après six années d'une lutte héroïque du peuple algérien, sorti la Révolution algérienne d'un isolement coûteux...

LE DURCISSEMENT DU REGIME.

... Cette évolution de la situation renforcera incontestablement les courants et tendances fascistes; cela est déjà visible.

Les courants ainsi formés tenteront-ils une opération en direction du pouvoir? C'est une perspective peu probable. En effet, ces courants fascistes sont très faibles dans la population civile et ne disposent pas d'une seule organisation ou même d'un seul leader de masse; les forces principales sont dans l'armée, mais ce serait pour l'impérialisme français une catastrophe que de lancer une partie de l'armée dans une action qui d'une part la diviserait, d'autre part susciterait une riposte des masses et ce que la bourgeoisie appelle la formation du « front populaire ».

Dans ces conditions et étant donné la place exceptionnelle occupée dans la politique française par de Gaulle, place actuellement irremplaçable, il est probable que nous assisterons à un dépouillement du régime de de Gaulle de tout trait libéral ou paternaliste et à son évolution en un gouvernement de dictature avérée, appuyée sur l'armée. Un tel pouvoir rassemblerait autour de lui une importante partie des forces réactionnaires qui — sinon pourraient être attirées par la démagogie fascisante.

Le régime pourrait d'autant plus aisément évoluer ainsi que les grandes organisations ouvrières sont timorées à l'excès, se placent sur la défensive et n'ont aucune intention de mener une lutte révolutionnaire contre le régime, la seule qui puisse donner des résultats.

Mais le fait qu'il s'agit d'un gouvernement dictatorial de type bonapartiste et non de type fasciste a une importance décisive quant aux perspec-

tives assez courtes. Sa répression, si dure soit-elle ne pourra que comprimer le ressort prolétarien et non atomiser la classe ouvrière. Cela signifie que ce régime ne pourra tenir que pour une période relativement courte et suscitera une riposte d'autant plus forte de la classe ouvrière et des masses travailleuses, résultant du développement de la réanimation à laquelle nous assistons dès à présent. La répression que peut effectuer un tel régime, qui ne dispose pour l'exercer que des rouages de son Etat, si forts soient-ils, est en effet d'une nature tout autre que la répression fasciste s'appuyant sur un courant de masse.

L'AVENIR...

Les manifestations actuelles parmi les intellectuels et les jeunes ne sont pas des gestes désespérés devant une montée fasciste inéluctable, mais au contraire les actes précurseurs d'un renouveau de lutte des masses, des actes qui, malgré la confusion dans laquelle ils se présentent sont très en avance politiquement sur le mouvement général des masses. C'est sur cette perspective que notre Parti doit se situer, intervenir de façon audacieuse, pour donner autant que faire se peut une clarification politique et une direction politique à l'avant-garde qui est engagée dans la lutte et qui, à la différence de ce qui se produisit lors de la Résistance et de la Libération est mise en garde par sa propre expérience contre les directions traditionnelles et même contre les tendances centristes.

...ET LES VIEILLES DIRECTIONS

Dès maintenant, l'ensemble du mouvement ouvrier organisé a été remis en mouvement par les prises de position des jeunes et des intellectuels.

Le P.S. tout en condamnant violemment cette action, a dû raidir sa position vis-à-vis du régime et réclame la reprise des pourparlers et la garantie préalable de l'autodétermination.

Le P.S.U. est entré dans une période de vive discussion intérieure et toute sa base jeune se trouve en opposition aux positions couardes de la direction.

Sous la double influence des modifications de la politique soviétique par rapport à la Révolution algérienne et de la pression qu'elle subit de la part du développement du mouvement en France — dont elle craint de perdre le contrôle — la direction du P.C.F. a quelque peu infléchi sa position. Celle-ci, comme indiqué plus haut, reste fondamentalement la même et son rôle de frein principal du mouvement ouvrier en France s'exprime actuellement en

toute clarté (position par rapport à la manifestation de l'U.N.E.F.). Néanmoins, les modifications de forme qu'elle a dû apporter à l'expression de sa politique sur le plan de la lutte contre la guerre d'Algérie, risquent d'être interprétées par la base du Parti dans le sens des aspirations à la lutte des militants communistes. Cette interprétation pourrait entraîner l'action du P.C.F. plus loin que ne le souhaite sa direction. Il en résultera de toutes manières un approfondissement de la crise de ce Parti et peut-être un nouvel essor de courants d'opposition.

Un raidissement bureaucratique contre tout courant mettant en cause le monopole du P.C.F. dans le mouvement de masse et particulièrement la C.G.T. se manifeste actuellement et ses épisodes les plus significatifs sont ceux de Renault et de la Thomson. Ce raidissement est un symptôme de la crainte qu'ont les bureaucrates du P.C.F. et de la C.G.T. de voir la position anti-impérialiste des nouveaux courants d'avant-garde qui se sont constitués dans la lutte contre la guerre d'Algérie, gagner leurs propres militants et les obliger à abandonner leur politique de pression sur la bourgeoisie.

A la polémique sur le plan de la lutte contre la guerre d'Algérie entre « légalistes » et « illégalistes » s'ajoutera de plus en plus à l'avenir la répercussion de la polémique internationale entre Russes et Chinois.

CE QUE FAIT LE P.C.I.

Sur le plan des tâches politiques, dans la lutte contre la guerre d'Algérie, qui continue d'être l'axe de notre activité, nous accorderons une place très importante à la revendication d'un soutien par les organisations ouvrières de masse, politiques et syndicales, des jeunes que leur lutte met de plus en plus en conflit avec l'Etat bourgeois.

Nous soutiendrons toutes les formes et manifestations de lutte qui sont engagées à présent, même si elles sont déterminées par des conceptions erronées.

Nous mènerons une campagne systématique pour montrer que la lutte contre la guerre d'Algérie ne peut être menée effectivement et à fond que comme lutte de défense de la Révolution algérienne, pointe avancée de la révolution coloniale, elle-même élément essentiel de la révolution mondiale. La lutte contre la guerre d'Algérie doit également être menée par le mouvement ouvrier dans la perspective d'une lutte pour renverser le régime gaulliste, non au profit d'une réédition de la IV^e République, renouvelée ou non, mais pour porter au pouvoir un gou-